

Dossiers sociaux et judiciaires sur la sellette

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGAUDELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

13 septembre 2019

Après deux mois d'accalmie, plusieurs dossiers se bousculent au-devant de la scène. Le calendrier accorde une place de choix aux affaires judiciaires. Aussi bien au niveau national qu'en Guadeloupe. Dans l'Hexagone, Jean-Luc Mélenchon est poursuivi pour rébellion. La perquisition des locaux de la France insoumise en 2018 avait été houleuse. Depuis, Jean-Luc Mélenchon crie au procès politique. Accusation réitérée jeudi 12 septembre lors la conférence de presse qu'il a tenue à la maison de l'Amérique latine à Paris. Dans le même élan, François Bayrou et Marielle de Sarnez soupçonnés d'avoir créé des emplois fictifs au profit du Modem au détriment de fonds européens, ont été entendus par la police, après Sylvie Goulard, commissaire européen. Pour clore le chapitre, le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand est rattrapé par une affaire de prise illégale d'intérêt lorsqu'il dirigeait les Mutuelles du Mans. En Guadeloupe, jeudi 12 septembre, Hamélius Hernandez ancien président du Siaeag était offert en victime expiatoire d'un marché de l'eau où tous les coups tordus ont été perpétrés dans un silence le plus total.

Dans l'Hexagone, la rentrée sociale s'annonce compliquée. Pour tenter de déminer le dossier, Édouard Philippe a annoncé que cette réforme ne sera appliquée entièrement qu'en 2040. Pendant que le climat social est surveillé comme le lait sur le feu dans l'Hexagone, en Guadeloupe, les esprits sont focalisés sur les prochaines élections municipales. Quatre places fortes mobilisent les énergies : Pointe-à-Pitre, Les Abymes, Basse-Terre et Baie-Mahault. Quatre communes dont les résultats pourraient bousculer les forces actuelles en présence. Rumeurs et manœuvres vont bon train. La grande question est de savoir si le parti du président s'implantera de façon significative en Guadeloupe. Les résultats des élections européennes Outre-mer et singulièrement en Guadeloupe avaient jeté un froid en Macronie. Emmanuel Macron avait indiqué qu'il avait entendu le message, dans son discours lors de la signature des contrats de

convergence entre l'État et les territoires d'Outre-mer à Paris, le 19 juillet dernier. Sera-ce suffisant ?